

11 novembre 1999

Vous voulez plus d'inégalité, moins d'investissements sociaux, plus de marché et plus de privatisations... et paraître de gauche ?

Optez pour le revenu de citoyenneté



Patrons et gouvernements lancent une offensive majeure pour la réduction des impôts des plus riches. Par Solidarité Populaire Québec (SPQ) interposé, le peuple québécois répond plutôt « *d'utiliser les surplus budgétaires pour investir dans les programmes sociaux et les services publics avant de penser à baisser les impôts* ». Dans la même veine, par le Parti de la Démocratie Socialiste (PDS), les anti-capitalistes du Québec réclament, surplus ou pas surplus, « *10 milliards \$ pour combler le déficit social maintenant !* ». C'est le moment choisi par Michel Bernard et Michel Chartrand pour publier leur livre, « **Manifeste pour un revenu de citoyenneté** », afin de relancer leur campagne en faveur du revenu de citoyenneté.

Rappelons que, selon Bernard et Chartrand, ce revenu « *sera distribué à tous les citoyens du Québec. Il sera d'un montant suffisant pour radier le risque du manque des biens premiers : nourriture, vêtements, logement, éducation, santé, loisirs de base...* » Fournir ce niveau à chaque Québécois-e tel que défini par le gouvernement québécois eu égard à la loi 33 de 1996 concernant l'assurance médicament, soit 10 400 \$ l'an pour une personne seule — ce qui est bien en-dessous du seuil de faible revenu de Statistique Canada pour une personne seule dans une grande ville, soit 16 000 \$ — coûterait 77 milliards \$ (10 400 \$ X 7.4 millions de personnes au Québec), soit, en termes brut, le double des dépenses de programme de l'actuel budget du Québec.

Plus d'inégalité

Dans le mesure où ce revenu se substituerait aux actuels prestations de bien-être social, de chômage et de vieillesse, aux bourses, etc., ce que souhaitent Bernard et Chartrand, il ne comporte aucun gain ou seulement un gain partiel pour ces bénéficiaires. Il peut même s'ensuivre une perte de revenu si ces prestations sont plus grandes que le revenu de citoyenneté. Par contre salarié-e-s et capitalistes en bénéficient complètement, moins l'imposition de ce revenu à leur taux marginal, ce qui dans la majorité des cas leur assure quand même un gain net plus grand que pour la plupart des exclu-e-s.

Somme toute, le revenu de citoyenneté est une redistribution du bas vers le haut à moins d'être financé par une réforme fiscale radicale taxant lourdement profits, hauts revenus et consommation de luxe ou encore, comme le réclame le PDS, par le gel des intérêts sur la dette publique. Mais alors c'est cette réforme fiscale radicale ou ce gel qui font la différence et donc ce sont ces revendications pour lesquelles il faut lutter. Le revenu de citoyenneté, en soi, loin d'être un pas en avant radical vers plus d'égalité, mène à plus d'inégalité !

On pourrait objecter que le revenu de citoyenneté s'autofinancerait complètement puisque cette injection de fonds créerait une demande solvable extra qui nous rapprocherait du plein emploi et, par le fait même, procurerait au gouvernement les moyens de le financer. Si ce revenu est entièrement financé par la structure actuelle d'impôt, il n'y a aucune injection supplémentaire de fonds mais tout simplement une redistribution du revenu national qui, en plus, ne bénéficierait pas aux exclu-e-s. Encore une fois, seul une réforme fiscale radicale ou le gel des paiements d'intérêt, comme méthode de financement du revenu de citoyenneté, redistribuerait le revenu national des riches qui spéculent vers les classes ouvrière et populaire qui consomment, ce qui donc créerait de nouveaux emplois socialement utiles malgré le revenu de citoyenneté et non pas à cause de lui.

Une politique de droite pour solidifier le capitalisme néolibéral...

À moins de vouloir financer le revenu de citoyenneté, au moins au départ, par des emprunts au capital financier. Il faut alors le dire franchement et accepter un alourdissement du fardeau de la dette — le peuple québécois paie déjà près de 20 milliards \$ d'intérêts sur la dette publique — donc à terme une redistribution du revenu national du bas vers le haut pour financer un revenu de citoyenneté qui, par lui-même, redistribue aussi du bas vers le haut.

Ce serait là un bel exemple de keynésianisme de droite qui pourrait, même à court terme, donner plus d'inflation que de croissance de l'emploi si les transnationales en profitaient pour hausser leur taux de profit par l'augmentation des prix plutôt que par l'augmentation de la production. Un processus de création monétaire directe (emprunts à la Banque du Canada) serait plus progressiste, surtout s'il se faisait à bas taux d'intérêt. Mais encore là, ce serait cette création monétaire qui serait progressiste, si elle ne dégénérait pas en pure inflation, et non le revenu de citoyenneté qu'elle financerait. Il serait encore plus progressiste de financer un réinvestissement massif dans les besoins sociaux.

En fait, le revenu de citoyenneté, advenant qu'il puisse répondre aux besoins de base dans le cadre d'une société capitaliste où le travail est aliénant et la compétition féroce, provoquerait à la fois grève du zèle et bas salaires. Une partie du peuple travaillerait quelques heures à bas salaire pour se procurer un surplus momentané pendant que l'autre partie, relativement bien payée mais au statut précaire et bourreau de travail contre sa volonté, financerait le revenu de citoyenneté. (Un financement

principalement à même les profits causerait une grève des investissements et/ou une fuite des capitaux).

Voilà une belle institutionnalisation de la division de la classe ouvrière que rend possible la télé-informatique, la déréglementation des transports et communications et la libéralisation de la circulation du capital. Le revenu de citoyenneté assurerait la paix sociale de ce nouveau pacte de classe tout en le justifiant au nom de l'égalité citoyenne. Ainsi le capitalisme de la nouvelle économie du savoir pourrait-il se lancer dans une nouvelle phase d'accumulation accélérée du capital sur la base d'une société divisée, stressée, violente, raciste, sexiste et appauvrie dans tous les sens du terme... mais sous contrôle.

À moins que Bernard et Chartrand conçoivent le revenu de citoyenneté dans le cadre d'une société socialiste. Alors il faut le dire et proposer avant tout une stratégie de rupture anti-capitaliste qui nécessairement doit passer par la construction d'un parti ouvrier-populaire anti-capitaliste de libération sociale et nationale. Quel serait, aujourd'hui, l'amorce de cette stratégie de rupture dans la conjoncture de l'après déficit zéro ?

... pour empêcher une campagne pour un réinvestissement social massif...

La politique néolibérale du déficit zéro a abaissé la quantité et la qualité des services publics et des programmes sociaux à un niveau inacceptable : depuis 1993, sans faire aucun ajustement pour tenir compte de l'inflation et de la croissance démographique, Ottawa et Québec dépensent 2 milliards \$ de moins au Québec, en excluant le service de la dette, tout en y collectant 15 milliards \$ de plus en impôts et taxes.

Il faut être complètement déconnecté des souffrances populaires, en particulier de celles des femmes et des jeunes, pour ne pas revendiquer à cor et à cris un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux comme priorité des priorités. C'est ce que revendiquent SPQ, conditionnellement à l'existence d'un surplus, et le PDS, inconditionnellement, sur la base d'un gel des paiements d'intérêts sur la dette publique et d'une réforme fiscale radicale.

Donner la priorité à la revendication du revenu de citoyenneté, en plus de favoriser une politique de redistribution régressive, c'est accepter dans les faits les résultats de la politique du déficit zéro. Donner la priorité au revenu de citoyenneté, si l'on est sérieux, c'est revendiquer que tout surplus budgétaire, ou le résultat de toute réforme fiscale, aille à l'implantation graduelle de cette politique, c'est-à-dire que les ressources excédentaires n'aillent pas à un réinvestissement social dont la nécessité est criante.

... afin de soutenir le marché et les privatisations

Si l'on revendique radicalement le revenu de citoyenneté, il faudrait même être prêt à démanteler, en tout ou en partie, non seulement les programmes sociaux, que le revenu de citoyenneté viendrait remplacer, mais aussi les services publics que le chèque citoyen permettrait d'acquérir sur le marché privé. Même si l'on n'est pas prêt à cette dernière extrémité, le simple fait d'abandonner dans leur actuel état lamentable les services publics, invite à leur privatisation que ce soit sous la forme de services privés Cadillac pour les riches ou d'*économie sociale* pour les autres.

Faut-il alors s'étonner que la droite moderniste à la Charles Sirrois s'intéresse au revenu de citoyenneté ? En plus d'être une porte ouverte à un nouveau régime d'accumulation du capital, en cas de crise le chèque citoyen serait drôlement avantageux comme mesure de soutien d'un marché en perdition, ce que les programmes sociaux ne font que pour les exclu-e-s et les services publics que partiellement et indirectement.

Somme toute, la campagne pour le revenu de citoyenneté est objectivement une opération de diversion, que la droite la plus lucide soutient, pour empêcher l'émergence d'une campagne unitaire pour un réinvestissement massif dans les services publics, les programmes sociaux, l'emploi — dans la perspective du 32 heures payées 40 qui réconcilie plein emploi et hausse de la productivité — l'équité salariale et le développement durable. En cela, la campagne pour le revenu de citoyenneté pave la voie à la politique patronale de baisse radicale de l'impôt des riches.

Non au plein emploi

Bernard et Chartrand proposent le revenu de citoyenneté comme moyens de lutter contre l'exclusion, contre les inégalités et parce qu'ils ne croient plus à la possibilité du plein emploi à plein temps toute l'année et à salaire décent pour atteindre ces fins. Paradoxalement, le revenu de citoyenneté empirerait exclusion, pauvreté et inégalités tout en approfondissant le marché et en créant certaines *conditions gagnantes* d'un renouvellement du capitalisme sur le dos des classes ouvrière et populaire.

Le revenu de citoyenneté ne serait finalement progressiste malgré lui que par l'intermédiaire d'une réforme fiscale radicale et/ou du gel sur le paiement des intérêts sur la dette publique (ou d'une création monétaire non inflationniste) qui nous rapprocheraient du plein emploi auquel Bernard et Chartrand ne croient pas, ayant capitulé au néolibéralisme. Pourtant, toute l'histoire ouvrière révèle que la lutte pour la diminution du temps normal de travail - journalier, hebdomadaire, annuel ou total - a été la clef pour obtenir le plein emploi sans lequel aucun rapport de forces gagnant n'est possible. De surcroît, travailler moins sans s'appauvrir, grâce aux gains de productivité, ouvre la porte au temps de la démocratie participative et de la création, sans compter son apport à la diminution du gaspillage et des pollutions.

Ouvrir la porte à cette société de plein emploi socialement utile et écologiquement soutenable passe, aujourd'hui, par une campagne pour combler le déficit social dès

maintenant, ce qui implique de nouvelles dépenses sociales d'au moins 10 milliards \$ tout de suite.

Marc Bonhomme, 11/11/99